

Il nous faudra peut-être réduire les prix, mais c'est au gouvernement que revient cette responsabilité et non à l'agriculteur. Pour moi, c'est au gouvernement qu'elle appartient. Il est grand temps, que diable, que nous nous débarrassions de McNamara, qui a consacré plus d'énergie, de temps et d'argent à conserver sa situation qu'à vendre du blé. En vertu du régime actuel de la Commission, les agents vendent au plus offrant; en outre, ils vendent la denrée qui leur rapportera davantage. Les courtiers en blé ne rendent pas un grand service aux Canadiens et c'est au gouvernement qu'appartient la responsabilité d'ensemble dans ce domaine.

Le ministre n'est certainement pas sans ignorer ce que nous savons tous, c'est-à-dire qu'une grande partie de l'Ouest du Canada ne produira que du blé. Et voilà maintenant que le gouvernement parle de consacrer ces terres au fourrage! Le ministre sait-il ce qui arrive quand on convertit des cultures en fourrage? On produit du foin qu'il faut employer comme provende. On ne peut vendre du foin à la Chine; la Russie n'en n'achète pas et il faut l'utiliser comme provende. Si, dans ma région, on convertissait deux millions d'acres en foin, le marché de Toronto ne tarderait pas à recevoir chaque jour 2,000 têtes de bétail venant de notre région. Et que pensez-vous qu'il adviendrait du prix du bœuf? Eh bien, les chiens se régèleraient d'entrecôte à 2¢ la livre. Voilà ce qui pourrait arriver à l'Ouest du Canada. Voilà ce qui arriverait si nous agissions sans réfléchir.

Le ministre a déclaré que le gouvernement recherchait des solutions à long terme. De quoi parle-t-il? Les 100 millions de dollars qu'il rendra disponibles ne sont rien; le ministre sait à quoi ils serviront, dans l'Ouest. Les cultivateurs utiliseront cet argent pour acheter de l'essence, de l'huile et pour réparer leurs machines. Cet argent ne servira pas à soutenir les affaires du vendeur de machines agricoles; non plus que celles des épiciers. Nous entendons parler de vendre le blé entreposé. Si le fermier doit rembourser tout l'argent qu'il a reçu en avance jusqu'ici, il devra vendre du blé en vertu du quota de 10 boisseaux. Y a-t-il des chances que les cultivateurs se voient accorder un quota de 10 boisseaux l'année prochaine?

**Une voix:** Ou l'année suivante?

**M. Peters:** Même avec ce quota, et à supposer que le cultivateur reçoive \$1.20, monsieur l'Orateur, 60c. le boisseau serviront au paiement et les 60c. restants à ses dépenses journalières. Le fils du cultivateur ferait mieux d'aller en Floride pour y passer des vacances.

[M. Peters.]

Au moins pourrait-il y obtenir un emploi dans une station d'essence et épargner à tout le monde des quantités d'ennuis. Qu'il n'aille surtout pas à Toronto où sévit le chômage. Je prétends que le gouvernement n'a pas réellement examiné le problème.

Les cultivateurs de l'Ouest n'ont pas l'outillage nécessaire pour défricher un pré. Ils n'ont pas mis leur terre en pré depuis longtemps. Seul un éleveur de bovins s'intéresserait à une terre mise en pâturage en permanence. Les propos du député de Calgary-Nord au sujet de la graine d'herbe m'ont amusé. Mon frère a eu, l'an dernier, une récolte extraordinaire de méililot qu'il n'a pu vendre. Peut-être qu'il pourra le faire en vertu de ce programme. Peut-être que les cultivateurs de l'Est ne subissent pas de perte, car on y produit de grandes quantités de graines.

Je cherche à accomplir quelque chose pour les gens de l'Ouest. Je ne voudrais pas qu'un plus grand nombre de cultivateurs quittent leurs terres. Par curiosité, j'ai demandé combien de gens pourraient soustraire un millier d'acres à la production et avoir encore de la terre à blé. J'ai découvert qu'il n'y en aurait qu'une poignée. Bien peu de gens dans l'Ouest ont 2,000 acres en blé. M. Hazen Argue a dit que mon vieux camarade, Merv Johnston, à Kindersley, est peut-être dans cette catégorie, mais nous ne parlons pas de ces gens-là.

Nous ne discutons pas des 100 millions ni des \$6 ou \$10 l'acre, mais d'un système de contingents entièrement nouveau pour la production de blé dans l'Ouest. On m'a dit qu'hier tous les prêtres dans les églises de Regina ont prêché contre la proposition avancée par le ministre. Ils l'ont fait pour des raisons purement morales. C'est une honte.

Je suis d'accord avec les députés qui disent que nous devrions produire notre maximum. C'est une chose qui peut être faite facilement et sans beaucoup de travail au Canada. Ces produits agricoles pourraient servir à nourrir ceux qui sur terre sont moins fortunés. Nous ne dépensons rien en vue de mettre au point une méthode pour nous débarrasser de nos surplus par l'entremise des Nations Unies. Il est nécessaire au Canada d'établir un système de production de blé qui permette d'assurer nos besoins et ceux des moins fortunés que nous. Il doit y avoir un moyen d'y parvenir. Je ne prétends pas que cela devrait être laissé au fermier. Si le fermier le voulait il pourrait donner tout le blé en sa possession, son grenier serait vide et ce crédit de 100 millions ne serait pas nécessaire. Les défavorisés de la vie ont peut-être appris à aimer le pain, peu importe le nom qu'on lui donne dans les diverses parties du monde. Nous avons une responsabilité morale envers ces gens.